

## 24 HEURES APRÈS LE DÉPART DE BEN ALI

## Élection présidentielle dans 2 mois

**Vingt-quatre heures après le départ de Zine El Abidine Ben Ali, le retour à la légalité constitutionnelle s'amorce-t-il avec la désignation du président du Parlement tunisien, Fouad Mbaza, comme président par intérim ?**

**Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)** - La Tunisie a-t-elle un président, après le départ de Zine El Abidine Ben Ali de la présidence ?

Alors que le Premier ministre, Mohamed Ghannouchi, avait annoncé, vendredi, assurer l'intérim de la présidence, en vertu d'un décret et conformément à l'article 56 de la Constitution tunisienne, le Conseil constitutionnel change la donne, le lendemain.

Hier, en fin de matinée, le président du Parlement tunisien, Fouad Mbaza, est proclamé président par intérim par le Conseil constitutionnel, cette instance se conformant aux dispositions de l'article 57 de la loi fondamentale, déclarant officiellement la

vacance du pouvoir et fixant obligatoirement la tenue d'une élection présidentielle dans un délai de 60 jours. Avec la prestation de serment de M. Mbaza, est-ce le retour à la légalité constitutionnelle ? Possible, d'autant que la désignation de Mohamed Ghannouchi avait été contestée, l'article 56 prévoyant le cas d'une vacance de pouvoir limitée dans le temps, laissant entendre un retour de Ben Ali (en exil, accueilli à Djeddah et qui a eu un contact téléphonique avec le chef d'Etat libyen).

A contrario, l'article 57 précise clairement la vacance définitive pour empêchement absolu, sans limite temporelle. Et dans le contexte où les pays occidentaux ainsi que



la Ligue arabe ont plaidé pour une transition pacifique et soutenu la quête démocratique du peuple tunisien. Néanmoins, ce retour à la légalité incertain ne semble insuffisant, dans la mesure où la situation interne restait confuse, marquée par la poursuite

de manifestations populaires et par des actes de pillage, dans diverses régions du pays. Malgré les efforts des services de sécurité (armée et police), le bouclage du centre-ville de la capitale tunisienne, les actes de violence se poursuivaient hier, sans

cesse depuis la veille et malgré le couvre-feu imposé entre 17h et 7h (horaire local) et l'état d'urgence décrété vendredi. Des actes, dont certains impliqueraient des partisans du président partant, qui ont touché des biens privés, et même des centres com-

merciaux. Voire, l'état d'insécurité s'est propagé aux prisons, avec le décès d'une quarantaine de détenus d'une prison de Monastir incendiée. Et cela même si la réouverture du trafic aérien a été officialisée, après la fermeture, la veille, de l'espace tunisien et des aéroports internationaux. Mais aussi dans la mesure où la capacité du président intérimaire à assurer sa mission reste incertaine, au-delà de sa disponibilité à associer, sans exclusion, tous les Tunisiens au processus politique.

Or, plusieurs questions restent en suspens, de l'avis des observateurs, et notamment celles sur le rôle de l'armée, l'avenir du parti présidentiel (le Rassemblement constitutionnel démocratique), l'existence d'une relève crédible, le retour au calme... ?

C. B.

## APRÈS LA CHUTE DU RÉGIME DE BEN ALI

## La région évitera-t-elle l'effet papillon ?

**Les événements se précipitent au Maghreb : Ben Ali a quitté le pouvoir après 23 ans de règne sans partage. L'Algérie a vécu plusieurs jours d'émeutes. La Libye et la Mauritanie ont pris les devants en annonçant des réductions des prix des produits de base. Le Maroc retient son souffle. Les régimes maghrébins craignent visiblement la contagion.**

**Nawal Imès- Alger (Le Soir)**- La région pourra-t-elle éviter l'effet papillon ? En dépit des spécificités des pays, les dénominateurs communs sont nombreux.

Chômage, malvie et chape de plomb font le quotidien des peuples qui subissent des régimes totalitaires, ne faisant que de rares concessions, souvent sous la pression. Au moment où la rue tunisienne grondait, l'Algérie connaissait un énième épisode d'émeutes.

Le mouvement de contestation a été rapidement contenu grâce à des mesures populistes sans pour autant que les questions de fond ne soient posées.

En Tunisie, les événements se sont précipités et le mouvement de soutien au jeune qui s'était immolé s'est transformé en véritable révolution. Le bouleversement que vit la Tunisie, ankylosée par plus de vingt ans de dictature, ne laisse certainement pas indifférents les régimes voisins.

Quel impact aura le départ de Ben Ali ? Les régimes en place doivent-ils craindre de vivre le même scénario vécu en

Tunisie ? Maâmar El Khadafi aura été le plus réactif.

Dès lundi dernier, le gouvernement libyen annonçait qu'il supprimait les droits de douane et toute autre taxe sur les produits alimentaires, notamment de première nécessité, ainsi que sur le lait pour enfants. La Mauritanie a fait de même.

Son Premier ministre annonçait vendredi la mise en œuvre d'un programme pour la réduction des prix des produits de première nécessité.

Il a également évoqué des projets de lutte contre le chômage, d'embauche des jeunes et d'éradication des quartiers précaires de la capitale. Le président mauritanien Mohamed Ould Abdelaziz avait demandé dès jeudi au gouvernement de prendre les mesures les plus urgentes pour permettre de contenir les prix des denrées alimentaires. La grogne sociale en Algérie est récurrente.

Elle est contenue par des mesures temporaires par un régime qui affectionne la politique de la carotte et du bâton. Au Maroc, le front social est



loin d'être calme en dépit des efforts de la monarchie de donner une image idyllique.

Les revendications sociales, la chape de plomb qui pèse sur ces pays constituent un terreau fertile qui pourrait faire traverser à la région une zone de turbulence aux conséquences insoupçonnables. Les régimes pourraient-ils tous être emportés par des mouvements de révolte ?

Les ingrédients sont effectivement réunis en attendant qu'un détonateur ne soit actionné faisant effet boule de neige dans le reste des pays. Leurs dirigeants savent désormais que même une

dictature de plus de vingt ans ne peut résister à une volonté de changement.

Le désespoir a une capacité de mobilisation insoupçonnable et il est justement le dénominateur commun dans plusieurs pays arabes au-delà de la région du Maghreb.

Il suffit d'analyser les réactions de la rue égyptienne qui salue ouvertement le peuple tunisien pour comprendre qu'après la chute du régime Ben Ali, les dirigeants arabes sont certainement occupés à revoir leurs calculs, inquiets d'un éventuel effet de contagion dont ils savent qu'ils ne peuvent être à l'abri.

N. I.

## SON GESTE DÉSESPÉRÉ A GALVANISÉ LES TUNISIENS

## Mohamed Bouazizi, un symbole

Le geste désespéré d'un jeune vendeur de fruits et légumes de la ville de Sidi Bouzid a été l'élément déclencheur de réactions en chaîne qui ont abouti à la chute du régime Ben Ali.

Mohamed Bouazizi s'est immolé par le feu le 17 décembre dernier. Près d'un mois après, soit le 14 janvier, le président Ben Ali est forcé à quitter le pouvoir et la Tunisie après 23 ans de règne par un peuple tunisien qui a exprimé sa révolte.

Manifestations, marches, affrontements avec les forces de police, les Tunisiens n'ont à aucun moment fait marche arrière. Mohamed Bouazizi vendait ses fruits et légumes à la sauvette pour subsister à Sidi Bouzid, une ville de 40 000 habitants.

Il était diplômé chômeur à l'instar de bon nombre de jeunes Tunisiens et la confiscation de sa marchandise par la police tunisienne a poussé le jeune Mohamed à commettre l'irréparable en s'immolant par le feu devant la préfecture de sa ville.

Le geste désespéré n'a pas laissé indifférents les compatriotes de Mohamed Bouazizi, qui ont improvisé un rassemblement pacifique et demandé à être reçus par le gouverneur local.

Mais le 19 novembre, deux jours après la réaction désespérée du jeune Tunisien, les événements s'accéléraient et ce qui au début n'était qu'une réaction de révolte dans une bourgade tunisienne, a fini par embraser tout le pays. C'est ainsi qu'un sit-in pacifique interrompu par des gaz lacrymogènes et des coups de matraque finit par mettre le feu aux poudres et sortir tout un peuple opprimé de sa léthargie.

Manifestations, arrestations puis les premières personnes tuées, la révolte populaire, loin de s'arrêter, prend de l'ampleur et la mort du jeune Mohamed galvanise le peuple tunisien qui décide de prendre son destin en main.

Ceci d'autant que la police tunisienne tire sur les manifestants faisant dès le 24 décembre dernier deux morts. Les événements s'enchaînent rapidement et les promesses et assurances du président Ben Ali, loin de rassurer, attisent la colère de la jeunesse tunisienne. Vendredi 14 janvier aux cris de «Ben Ali dehors», le peuple tunisien scelle son destin, quelques semaines après le geste désespéré d'un jeune vendeur à la sauvette.

F.-Zohra B.